

GAUCHE Un livre vient de paraître, analysant les liens qui tendent à s'éroder entre les partis socialistes de plusieurs pays et les ouvriers.

Le désamour entre PS et classe ouvrière, une fatalité?



«En Suisse, la classe moyenne salariée remplace les ouvriers à la base du PS», explique la politologue jurassienne Line Rennwald. KEYSTONE

LAURA DROMPT

Le vote ouvrier, sur lequel s'est bâti le parti socialiste, a diminué de moitié entre 1970 et nos jours. La faute à la désindustrialisation de l'Europe? A la montée en puissance de l'extrême droite?

Line Rennwald, titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de Genève, actuellement en séjour de recherche à l'Université d'Amsterdam, a étudié la question dans son dernier livre. Elle se penche sur les ruptures et les continuités de ce lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France, de 1970 à 2008.

Une universitaire qui parle des classes ouvrières, c'est rare n'est-ce pas?

Il est vrai que le milieu universitaire a un fort penchant pour la reproduction sociale, et il reste difficile pour des enfants d'ouvriers d'y percer. D'ailleurs, les sujets concernant les classes sociales sont souvent vite évacués. On en fait des problèmes de différences d'éducation.

Ce qui m'intéressait, pour ma part, c'était justement la question de l'identité collective des milieux ouvriers.

C'est aussi une histoire de famille et de région à laquelle je suis attachée, venant du Jura, qui porte une histoire industrielle très forte. Le PS est un peu une obsession familiale. Mon père (ndlr: Jean-Claude Rennwald, ancien dirigeant syndical et ex-conseiller national PS) penche du côté politique, moi plutôt vers l'aspect documentaire et historique.

Mon but était d'évaluer les changements à l'œuvre dans le vote ouvrier. Les chiffres montrent qu'il s'est produit un desserrement des liens électoraux avec les partis socialistes. Alors que les travailleurs manuels soutenaient le PS davantage que

la moyenne en 1970, il s'est produit une érosion de leur vote.

Le PS est-il désormais coupé du milieu ouvrier?

On note un affaiblissement du lien, notamment en Suisse, mais le PS en reste l'héritier. Et les tra-

«C'est en Suisse que l'on observe le déclin le plus fort.»



LINE RENNWALD
POLITOLOGUE,
AUTEURE DE
«PARTIS SOCIALISTES
ET CLASSE
OUVRIÈRE»

vailleurs manuels et des services continuent à soutenir plus que la moyenne les différentes formes de PS.

C'est en Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne que les PS ont le mieux maintenu cette base. Le PS français, lui, n'a jamais été ouvrier; c'est le Parti communiste qui a structuré le vote à gauche des travailleurs manuels.

Quant à la Suisse, c'est là où l'on observe le déclin le plus fort, la classe moyenne salariée remplaçant les ouvriers à la base du parti. En cela, le pays se rapproche de la France, car malgré des parcours différents, les deux tendent vers cette classe moyenne.

Qu'est-ce qui a changé, entre 1970 et nos jours?

Depuis la fin des années 1980, on observe que la plupart des démocraties ont connu une baisse de la participation électorale, plus prononcée dans les classes populaires, là où le soutien à la droite radicale augmente.

Ces voix sont-elles parties à l'UDC?

En Suisse, la question se pose en deux temps. Le soutien ouvrier au PS a diminué dès les années 1980. Entre 1987 et 1991, le vote ouvrier pour le PS est plus faible qu'en 1970. Le phénomène a donc commencé avant que l'UDC n'arrive. Puis une nouvelle baisse a eu lieu en 1995.

On peut en conclure que le premier déclin du soutien au PS ouvre de nouvelles possibilités pour d'autres partis, qui s'y engouffrent.

Mais, si la droite radicale a ajouté une nouvelle donne, on ne peut ignorer le facteur de l'organisation syndicale dans les milieux populaires. La droite n'est pas parvenue à s'implanter au sein du mouvement ouvrier organisé, elle se situe à sa périphérie.

Les milieux ouvriers trouvent-ils des valeurs communes avec l'UDC?

Sur toute la période observée dans mon livre, la classe ouvrière demeure la plus favorable à la répartition des richesses et à une politique redistributive. En revanche, elle est la plus sceptique sur une politique de migration ouverte.

C'est pour cela que certains, malgré un vote électoral tourné vers le PS, étaient favorables à l'initiative Schwarzenbach en 1970. Au final, les valeurs de cette classe sociale demeurent relativement stables.

Vous parlez de classe ouvrière, mais dans votre livre, celle-ci est partagée en deux catégories avec, d'une part, les travailleurs manuels et, d'autre part, ce que vous qualifiez de «nouveau prolétariat des services». Pouvez-vous expliquer cette distinction?

Il s'agit davantage d'un enjeu méthodologique. La première catégorie est avant tout masculine, tandis que les services emploient souvent des femmes. Et

l'organisation syndicale est bien mieux établie auprès des travailleurs manuels. Mais, au final, il y a peu de différences de vote entre ces deux catégories, c'est pourquoi je les inscris toutes deux dans une même classe populaire.

Au sein de cette classe, beaucoup n'ont pas la nationalité suisse. Cela a-t-il une influence sur le soutien électoral au PS?

En effet, entre les migrants et les frontaliers, une bonne partie des personnes sensibles aux thèmes du PS n'ont pas le droit de vote.

On estime que 35 à 40% d'entre eux sont des Suisses, ce qui rend les choses compliquées pour le PS. A quoi s'ajoute le déclin numérique des travailleurs manuels. Cette situation permet à l'UDC de matraquer cette catégorie sans en souffrir dans les urnes.

Dans votre livre, vous expliquez en partie le desserrement du lien entre PS et ouvriers par les nouvelles priorités du parti...

La situation bascule en 1990. Les enjeux économiques et sociaux ne sont plus autant au cœur des campagnes électorales. À l'inverse, dès les années 1990-2000, l'immigration et l'Europe deviennent des thèmes centraux, suite à la radicalisation de la droite.

A ce niveau, on observe une puissante mise à l'agenda des thèmes UDC, le PS révisé les positions qui avaient fait son succès et affronte un contexte moins favorable. On pourrait avoir un sentiment de déclin linéaire. En réalité, le soutien du milieu ouvrier fluctue, car il est le produit de la mobilisation, et celle-ci dépend des thèmes abordés. ● LE COURRIER

1 «Partis socialistes et classe ouvrière», Editions Alphil, 2015.

PROJET EN PRÉPARATION

Avoir le droit d'apprendre à conduire dès 17 ans

La Confédération planche sur un projet visant à avancer l'apprentissage de la conduite d'un an. Elle envisage l'introduction d'un permis d'élève-conducteur dès 17 ans, pour que les aspirants puissent pratiquer davantage. Les cours L-2 seraient concentrés sur un jour.

L'examen pratique ne pourra toutefois pas être effectué avant 18 ans, indique un porte-parole de l'Office fédéral des routes (Ofrou), confirmant des informations parues dans les journaux allemands «Zentralschweiz am Sonntag» et «Ostschweiz am Sonntag». Le projet veut également renforcer la première phase d'apprentissage, qui comprend les cours samaritains et ceux de conduite, ainsi que l'examen théorique.

Celui-ci doit être rendu plus difficile. Finis les examens en blanc pour préparer les apprentis à recracher leur savoir. L'idée de la Confédération est d'éviter que les aspirants n'apprennent par cœur les réponses des questionnaires à choix multiples, pour qu'ils comprennent et appliquent réellement les règles de conduite.

Dans un deuxième temps, lors de l'examen pratique, la réussite ou l'échec ne doit pas dépendre d'un cumul de petites fautes. Les compétences seront remises au centre des préoccupations. Celui qui sera capable de maîtriser la route, de rouler par lui-même sans attendre de directives, obtiendra le précieux sésame.

Cours L-2 pas adaptés aux besoins

Autre nouveauté, la Confédération souhaite réunir les deux cours de formation continue dispensés aux jeunes conducteurs (cours L-2) en un seul.

Jusqu'à présent, les nouveaux usagers de la route devaient suivre ces cours durant la phase provisoire de trois ans qui suit l'obtention du permis. Mais même si cette dernière peut être



Pourquoi pas avancer d'un an le permis d'élève conducteur? KEYSTONE

prolongée de trois mois, des milliers de jeunes conducteurs manquaient la formation. Ils devaient alors recommencer la procédure à partir de zéro.

Selon des analyses menées par le Bureau de prévention des accidents (BPA), les cours L-2 nécessitent des améliorations car ils ne sont pas adaptés aux besoins des jeunes conducteurs. L'une des raisons est que ceux-ci attendent souvent la dernière minute pour s'y inscrire, et comme ils ont déjà pratiqué, ils se retrouvent décalés par rapport à la matière enseignée.

Circuler la nuit ou sur route mouillée

Le projet de la Confédération prévoit d'obliger les nouveaux automobilistes à suivre ces cours dans un délai de six mois après l'obtention de leur permis.

L'unique cours devra alors mettre l'accent sur la manière d'éviter les accidents typiques. Il devra offrir la possibilité de conduire sur une chaussée mouillée, de connaître le comportement du véhicule dans les virages ou de circuler de nuit. La réforme prévue a été élaborée par un groupe de travail de la Confédération. Une audition doit encore cette année être menée sur le sujet. ● ATS

GENÈVE

Certains patrons genevois ne déclarent pas leurs employés à 100%

Employé dans la construction à 100%, mais déclaré qu'à mi-temps voire à 10%, de tels cas se multiplient dans le canton de Genève. Syndicats et patrons de la place exigent des sanctions plus importantes pour dissuader les fautifs. «Chaque semaine, nous avons connaissance d'un nouveau cas», a indiqué hier Thierry Horner, secrétaire général adjoint au Syndicat interprofessionnel des travailleurs, revenant sur une information du «Matin Dimanche». Ces pratiques permettent d'être en règle sur le papier sans que le contrôleur se doute que l'ouvrier travaille en réalité à un pourcentage plus élevé non déclaré. Thierry Horner cite le chantier du Ceva (le projet de liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse) Une enquête a été ouverte. ● ATS

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les jeunes se mobilisent à Genève contre les stages non rémunérés à l'ONU

Une cinquantaine de jeunes se sont rassemblés samedi devant l'ONU à Genève pour dénoncer les stages non rémunérés proposés par la plupart des organisations internationales. Ils ont critiqué ce système discriminatoire. Les manifestants réunis à l'initiative du mouvement «Pay Your Interns» ont brandi leur slogan devant les grilles du Palais des Nations Unies: «Unpaid is Unfair». Ce rassemblement était organisé pour la journée internationale des stagiaires. «A Genève, selon une enquête réalisée en 2013, 67% des stagiaires ne sont pas payés», a relevé Matteo De Simone, membre de Pay Your Interns. Cette situation est discriminatoire, car seuls les étudiants qui bénéficient d'un soutien financier familial ou d'une bourse peuvent les accepter, déplore-t-il. ● ATS